

Communiqué de presse

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) est particulièrement outrée par la répression sauvage dont ont été victimes les participants à la manifestation pacifique organisée le 12 mai 2020 par des habitants de la préfecture de COYAH. Ces manifestants demandaient la levée du barrage érigé par les autorités guinéennes à FRIGUIADY pour faire appliquer l'interdiction de sortie de Conakry décidée par les autorités dans le cadre de la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus en Guinée. Les images dont nous disposons démontrent le caractère inouï des représailles et attestent de l'existence d'actes de torture et de l'utilisation de balles réelles contre des manifestants non armés qui ne réclamaient que le respect des droits et libertés reconnus par la Constitution guinéenne et les instruments juridiques ratifiés par le pays.

Le bilan humain de l'intervention des forces de sécurité guinéennes s'élèverait, selon des sources concordantes, à sept (7) morts dont une femme enceinte tuée à bout portant et de nombreux blessés graves. Les populations en colère contre ce massacre auraient saccagé le commissariat central de police et attaqué la prison civile de COYAH.

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) :

Condamne fermement ces actes de violence perpétrés par les forces de sécurité sur des citoyens qui ne faisaient qu'exercer leurs droits fondamentaux ;

Exige l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante pour identifier les auteurs de ces crimes abominables et les attirer devant les juridictions compétentes du pays ;

Rappelle aux autorités guinéennes que l'utilisation de la force et des armes est strictement réglementée par les conventions internationales auxquelles la Guinée a adhérées et que les contrevenants s'exposent à des poursuites devant les juridictions nationales et les instances internationales.

Exprime sa solidarité agissante aux populations guinéennes meurtries et aux organisations de défense des droits de l'homme qui se battent quotidiennement contre la tyrannie et pour le respect de la vie et de la dignité humaine.

Demande à la CEDEAO et à l'Union africaine d'enjoindre aux autorités guinéennes de mettre un terme aux attaques récurrentes des forces de sécurité contre de paisibles citoyens dont le seul tort est de s'opposer à l'arbitraire et de vouloir le respect de leurs droits constitutionnels.

Fait à Dakar, le 14 Mai 2020

Le Secrétaire général